

Université Toulouse - Jean Jaurès : une pression financière qui appelle des mesures de sécurisation

L'Université Toulouse - Jean Jaurès connaît des tensions financières, mais elle est loin d'être un cas isolé. Ces tensions s'inscrivent en effet dans un contexte national plus large, marqué par une fragilisation progressive et structurelle du financement de l'enseignement supérieur et de la recherche en France.

L'Université Toulouse - Jean Jaurès entend faire face à cette situation avec clarté et responsabilité, en réaffirmant avec conviction la nécessité d'un renforcement significatif des moyens alloués par l'État à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Dans ce système de contraintes, l'UT2J reste fidèle à sa mission et à ses valeurs, et cherche la manière de consolider une trajectoire exigeante et ambitieuse, convaincue que former, transmettre et innover sont des leviers essentiels pour relever les défis démocratiques, sociaux et environnementaux actuels et ceux de demain.

Un déficit structurel, pas conjoncturel

Comme nombre d'universités françaises, l'UT2J se trouve effectivement sur une trajectoire financière fragilisée. Les difficultés ne relèvent pas d'un déséquilibre conjoncturel mais résultent d'un sous financement structurel, aggravé par des facteurs externes tels que la non compensation à l'établissement de nombreuses mesures salariales décidées au niveau national, la forte inflation des charges fixes incompressibles et des financements de plus en plus ciblés.

Malgré une gestion rigoureuse et responsable, la soutenabilité budgétaire de l'établissement est aujourd'hui fortement fragilisée.

Défendre le modèle universitaire public

Avec l'ensemble des universités françaises, l'université Toulouse - Jean Jaurès souhaite alerter les pouvoirs publics : c'est le modèle français d'université publique, inclusive et émancipatrice qui est en jeu ; ce sont les ambitions de réussite et de développement social, économique et culturel que l'on hypothèque.

L'Université forme des citoyennes et des citoyens, elle crée et partage des savoirs sans cesse renouvelés, elle stimule les innovations techniques et sociales, elle contribue au développement des territoires. L'Université est au cœur de la société d'aujourd'hui et prépare la société de demain. À ce titre, elle mérite des moyens à la hauteur des ambitions que l'on donne à notre projet de société.

Face à la détérioration de ses finances, l'UT2J agit

Comme l'ensemble des universités de sciences humaines et sociales, l'Université Toulouse - Jean Jaurès consacre une part majeure de ses dépenses à la masse salariale, tandis que ses ressources propres restent encore limitées.

Elle fait également face à des problématiques spécifiques, telles que le retard dans la notification et le versement des fonds issus de son contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP), ce qui freine le lancement de projets destinés précisément à développer son activité et consolider sa situation financière.

Soucieuse de faire face à cette situation avec lucidité et responsabilité, l'université a engagé sans délai une série d'actions concrètes visant à garantir la continuité et la qualité de ses missions de service public d'enseignement supérieur et de recherche, tout en veillant, en tant qu'employeur, à préserver la qualité de vie et des conditions de travail. Ce plan se décline en plusieurs axes dont :

- **Le renforcement de la fonction financière**, afin d'assurer un suivi précis et fiable des budgets des composantes et services, et de favoriser un dialogue budgétaire approfondi pour optimiser les marges de manœuvre.
- **Une gestion prudente des dépenses de fonctionnement**, poursuivie depuis l'année précédente, visant à maîtriser les charges sans compromettre la qualité du service public.
- **L'élaboration d'une nouvelle carte de ses formations pour la rentrée 2027**, qui constitue une opportunité de mieux intégrer les impératifs de soutenabilité humaine et financière, tout en restant fermement attaché aux valeurs essentielles de l'Université : l'ambition académique et l'égalité des chances.
- **La diversification des ressources propres**, notamment par le développement de la formation continue, de l'apprentissage, des partenariats territoriaux et le renforcement de sa capacité à répondre à des appels à projets.
- **Un dialogue renforcé avec la DGESIP et le rectorat**, pour faire reconnaître la singularité de la situation de l'université, la rigueur de sa gestion et envisager un accompagnement adapté.

Dans ce contexte, Emmanuelle Garnier, présidente de l'Université Toulouse - Jean Jaurès, affirme :

« Sur la base des constats et des projections que nous avons pu réaliser, j'ai pris l'initiative de solliciter la DGESIP et le Rectorat afin de faire reconnaître la spécificité de notre situation et la nécessité absolue d'un accompagnement renforcé. Cette démarche vise à éviter une mise sous tutelle de notre budget et donc à préserver notre capacité, en tant qu'établissement, à définir nos priorités et nos choix stratégiques. »

Campagne d'emploi 2026

Un premier projet de campagne d'emploi pour l'année 2026, travaillé avec les directions des composantes pédagogiques, traduisait le cadre particulièrement contraignant avec lequel l'établissement devait composer.

Le dialogue concret qui s'est installé depuis avec la tutelle a permis, ces derniers jours, d'envisager un desserrement des contraintes qui pesaient sur la campagne d'emploi 2026.

L'université travaille donc activement à une nouvelle proposition de campagne d'emploi, mais reste dans l'incertitude à l'heure de construire son budget 2026.